

POLICY
BRIEF



www.fundacionluvo.org
info@fundacionluvo.org

COVID-19: UNE APPROCHE D'ÉCOLOGIE POLITIQUE DÉCOLONIALE

Fundación Lüvo
Policy Brief n°2 - Juin 2020

CHERCHEURE

CATHERINE VIENS

CONSÉQUENCES POLITIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

COVID-19



CONTEXTE

La crise du COVID-19 a montré les limites des politiques néolibérales. Comme l'expliquent les professeurs Vassilis K. Fouskas et Bulent Gokay, le néolibéralisme qui repose sur un capital actif, une vaste expansion de la création de dettes, la dérèglementation, l'externalisation et la privatisation a entraîné une détérioration de l'étendue et de la qualité des services de santé dans les dernières années. Les soins de santé sont de plus en plus du ressort du domaine privé, ce qui a pour effet que le profit est priorisé au détriment des droits humains. Les communautés vulnérabilisées sont les plus affectées par ces politiques.

«The effects of neoliberalism can be seen as a form of structural violence, disproportionately affecting the most vulnerable sections of the population.»

– Vassilis K. Fouskas et Bulent Gokay [8]

La pandémie a mis en exergue les multiples revers de cette structure de pensée, où les systèmes de santé ont eu énormément de difficulté à gérer la crise.

Pour les mêmes raisons, cette approche risque de renverser les avancées en termes de luttes socio-écologiques. Une des orientations principales du néolibéralisme est de s'appuyer sur le secteur privé et le marché pour résoudre les problèmes environnementaux, de limiter la réglementation parce qu'elle fausse les marchés, d'assurer une croissance maintenant pour « nettoyer » plus tard, et de privatiser les droits de propriété [4].

En ce sens, les tendances politiques lourdes de conséquences environnementales qui se dessinent dans plusieurs pays soulèvent des inquiétudes importantes. Elles risquent notamment d'affecter de façon plus prégnante les communautés marginalisées tant dans le Nord que dans le Sud Global. Alors que certains ont profité de la crise pour réduire les mesures de protection de l'environnement, d'autres bénéficient de sa sortie pour mettre de l'avant des politiques de relance économique au détriment de l'environnement et des communautés vulnérabilisées.

Ces tendances appellent à une réflexion sur la vulnérabilité des corps en temps de pandémie, qui est accentuée par la crise écologique. Comme l'activiste et écrivaine indienne Arundhati Roy l'a mentionné dans un récent essai, la pandémie actuelle est un portail, une passerelle entre un monde et le suivant et nous pouvons choisir comment la traverser. Pour ce faire, il est prioritaire de reconnaître les injustices historiques et de développer des politiques publiques à partir des expériences vécues des victimes des injustices socio-écologiques.

BRÉSIL

Depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro en janvier 2019, l'Amazonie et ses communautés font face à une déforestation de masse. Les études montrent que le pays a perdu 12 000 km² de végétation en territoire autochtone dans cette région [20].

Une recherche de MapBiomas démontre que 99 % de cette déforestation s'est réalisée de manière illégale et sur des terres enregistrées par un système que les agricultrices et agriculteurs utilisent pour revendiquer leur propriété qui ont été accaparés illégalement (*land grabbers*) [17].

AU BRÉSIL, PAR RAPPORT À AVRIL 2019, DURANT LE MOIS D'AVRIL 2020, LA DÉFORESTATION A AUGMENTÉ DE

64%



« It's our land, territory, place. Our environment is not a political-electoral bargaining chip [...] Stop the genocide and ecocide »

–Mayalú Txucarramãe, militante autochtone [3]

La crise du COVID-19 a donné un autre élan à cette tendance, et offre même un contexte propice à l'institutionnalisation de politiques génocidaires. Au début du confinement, le gouvernement brésilien a licencié des responsables de l'IBAMA, qui menait des opérations pour expulser les envahisseurs des terres autochtones. Depuis le début du mois d'avril, des bûcherons et des mineurs illégaux opèrent dans la région. La déforestation a par exemple augmenté de 64% durant ce mois, comparativement à ce même mois l'année passée.

Priscilla Schwarzenholz qui est porte-parole de l'ONG *Survival International Brazil* a déclaré dans un entretien avec Mongabay que cette décision « *is further proof of this government's intention to steal the lands, letting the mining and illegal exploitation act freely* » [9]. Cela concorde effectivement avec le discours de Bolsonaro selon lequel la population autochtone occupe trop de terres (13 %) et prive le pays de sa croissance économique. Ses politiques sont d'autant plus graves en temps de pandémie, puisque les accapareurs de terre posent le risque de contaminer les populations autochtones. Un mouvement s'est déployé pour lutter contre les projets d'exploitation, menant au **#NoMP910**.

INDE

Depuis le début du confinement, des photos des plus grandes villes de l'Inde ont fait le tour de la planète, démontrant la baisse drastique de la pollution.

Plusieurs d'entre elles ont par exemple connues une diminution de 71 % des polluants atmosphériques. L'arrêt des transports et des activités à grandes émissions en sont la principale cause. Or, comme l'explique Sunil Dahiya du *Centre for Research On Energy and Clean Air* (CREA):

"This is a really grave situation which the entire world is grappling with [...] Pollution is going down, but we cannot let the suffering of so many human beings be the way to clean the air" [26].

.....

L'INDE en chiffres

1

Million de personnes environ meurent chaque année en raison de la pollution

71%

Taux de diminution des polluants atmosphériques dans certaines villes durant le lockdown

122

Millions de personnes ont perdu leur emploi durant le lockdown



Les effets du *lockdown* en Inde ont effectivement été catastrophiques : 122 millions de personnes ont perdu leur emploi après seulement un mois, et les travailleuses et travailleurs du secteur informel ont été dans l'obligation de fermer leur petit commerce pour se diriger vers leur village d'origine dans des conditions sanitaires et climatiques extrêmement difficiles [19]. Alors qu'environ 1 million de personnes meurent chaque année en Inde en raison de la pollution [20], le gouvernement de Narendra Modi s'apprête à modifier la *Loi sur l'évaluation des impacts environnementaux* afin de faciliter le développement économique du pays. Cette loi avait pour objectif d'assurer les études d'impacts environnementaux des projets de développement et d'exploitation avant que ceux-ci ne soient approuvés. L'amendement propose de diluer de façon majeure l'obligation de tenir des consultations publiques, qui assuraient un minimum de pouvoir et un espace d'expression pour les communautés locales. Le mouvement entourant le [#NoEIA Dilution](#) vise justement à dénoncer cette nouvelle mesure qui est poussé par le gouvernement indien durant une période où les gens sont confinés chez eux, font face à une crise alimentaire et sanitaire et sont limités dans leur possibilité de lutter.

CANADA

La crise de la COVID-19 est arrivée à un moment critique des luttes autochtones contre le projet d'oléoduc Coastal GasLink/TC Energy qui a pour ambition de traverser des terres traditionnelles de plusieurs Premières Nations.



Depuis janvier 2020, des manifestations ont lieu dans le nord de la Colombie Britannique, et dans plusieurs régions du Canada afin d'empêcher la construction de ce gazoduc. Ce conflit s'explique notamment parce que les chefs héréditaires de 5 clans de la Nation Wet'suwet'en soutiennent n'avoir jamais donné leur consentement [24]. Même si des conseils de bande ont approuvé le projet, ceux-ci sont des instances issues de la *Loi sur les Indiens (1876)* - une loi coloniale - et ne sont pas considéré comme légitime par plusieurs communautés et nations. En vertu de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ils ont un droit à un consentement préalable, libre et éclairé avant qu'un projet soit mis de l'avant. Puis, la pandémie est arrivée. La construction d'oléoducs a été classée comme service essentiel par le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, poursuivant ainsi les travaux pendant l'état d'urgence sanitaire [23]. L'absence de mobilisation politique sur le terrain semble donc constituer une opportunité pour faire avancer les projets sans dérangement. Or, en plus de bafouer les droits des nations autochtones, cela pose des risques importants pour leur santé. La chef Howikhat – Freda Huson – a d'ailleurs soulevé les risques pour les personnes âgées qui sont garantes de la préservation, la transmission et la régénérescence des cultures autochtones qui ont été et qui continuent d'être colonisées:

PRÉSERVATION DE LA CULTURE



“Our elders are the most vulnerable and they are our knowledge keepers. If they start getting contaminated, we risk losing invaluable cultural heritage” [15]

En citant Makwala Smith, kwakwaka'wakw, un article dans *Ricochet* évoque directement la crainte de ces communautés : “If our isolated communities start getting infected [...], this would mean the continuation of the cultural genocide brought upon by racist attitudes and decades of colonialist policies that have been imposed on our people.” [15]



AU CANADA

Résistances

Les luttes et la résistance continuent, mais d'une autre façon. Comme le soutient Marlen Hale, activiste de la Nation Wet'suwet'en « *It's a time for us to reflect on how to stay mobilized and make plans* » [15].

LES SUDS

VULNÉRABILITÉ DES CORPS ET CRISE ÉCOLOGIQUE



MULTIPLES OPPRESSIONS

Les crises auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés se déploient selon les lignes intersectionnelles de classe, de genre, de race, de religion, de lieux et d'héritage coloniale [7]. D'un côté, la pandémie met en exergue la vulnérabilité des corps, mais également les effets des politiques de discrimination et des structures de domination. Par exemple, ce sont les femmes qui subissent le plus les mesures de confinement puisqu'elles sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois moins payés et sans avantages sociaux, et qu'elles sont directement exposées à la violence domestique en raison du confinement.



CRISE ÉCOLOGIQUE

De l'autre, la crise écologique accentue et multiplie cette vulnérabilité. L'accès aux moyens de subsistance de base est de plus en plus restreint pour les communautés pauvres et marginalisées en raison des changements climatiques. Durant la pandémie, sur les 3,3 milliards de travailleuses et travailleurs dans le monde, 1,9 milliards auront perdu leurs moyens de subsistance de base [12]. Les communautés qui dépendent de l'agriculture pour se nourrir et pour survivre économiquement dans le Sud Global sont ainsi confrontées à une double tragédie : alors que la crise climatique entraîne déjà des pertes de récoltes considérables, les quelques restantes risquent d'être perdues en raison des mesures de confinement. En Inde, la précarité et l'endettement des fermières, fermiers et agricultrices, agriculteurs mènent par exemple au suicide depuis déjà plusieurs années [25].



DÉPOSSESSION

Les pratiques de dépossession violentes des terres orchestrées par l'État et mises de l'avant par les politiques néolibérales sont centrales dans la crise écologique actuelle. Si celles-ci sont poursuivies et accélérées pendant la pandémie, cela pose un risque important d'augmentation des gaz à effet de serre d'une manière qui va accroître les effets sur les lignes des inégalités. Jyoti Pande Lavakare, cofondateur de l'organisation environnementale indienne *Care for Air* soutient que les gouvernements ne peuvent pas utiliser cette perturbation comme excuse pour revenir sur les gains réalisés. Pourtant, cela semble être une tendance qui se dessine dans plusieurs pays occidentaux et par plusieurs gouvernements avec un penchant autoritaire. Pour Chris Gordan (Université de Ghana), la reprise des activités économiques post-pandémie fait peur: les industries voudront accélérer leur production pour pallier les pertes encourues. « *They will try to catch up* » soutient-il, et les sources d'énergies les moins chères qui ont le potentiel d'être utilisées sont également les plus polluantes [10]. Elles se retrouvent généralement sur des terres occupées par des communautés autochtones, des personnes marginalisées et pauvres.

Adam Hanieh, professeur à l'Université de Londres, rappelle que la façon dont la plupart des populations d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Asie vivent la pandémie et ses effets « est une conséquence directe d'une économie mondiale systématiquement structurée autour de l'exploitation des ressources et des peuples du Sud » [11].



Des autrices et auteurs du Sud Global et issu-es des groupes marginalisés dans le Nord ont écrit sur l'accumulation des facteurs de vulnérabilité que vivent les communautés en marge, et sur l'aggravation subséquente de ces facteurs en contexte de crise environnementale. Que ce soit par l'entremise des luttes afro-américaines aux États-Unis, des luttes autochtones au Canada, en Inde, en Australie, ou dans les mouvements contre l'exploitation des ressources en Afrique du Sud et au Congo aujourd'hui et dans les années 1970, les questions environnementales traversent depuis longtemps les mouvements d'injustices sociales.

elles ont écrit par exemple sur la persistance des rapports coloniaux « dans lequel les rapports économiques, racistes, patriarcaux et étatiques convergent et créent un certain effet de pouvoir – à savoir la reproduction de rapports sociaux hiérarchiques » [6] comme l'explique l'activiste et professeur Déné Yellowknives Glen Sean Coulthard pour faire référence aux luttes autochtones dans le contexte de ce qui est aujourd'hui appelé le Canada.

Bina Agarwal et Gayatri Chakravorty Spivak ont démontré quant à elles que, dans le Sud Global, les injustices sont profondément liées au genre et aux femmes subalternes, qu'elles sont fondées sur la différence de statut (soit par le système de caste dans le contexte indien), de responsabilités, de ressources attribuées et sont le résultat de l'histoire et du rôle de la stratification sociale [1].



The pandemic is exposing and exploiting inequalities of all kinds, including gender inequality.

-António Guterres

Secrétaire Général des Nations Unies

ÉCOUTER LES SUDS

En 1993, l'écoféministe Vandana Shiva soutenait quant à elle que le mouvement de fermière pour la résurgence de la vraie semence Bija Satyāgraha par la non-coopération face aux tentatives de brevetage et de contrôle des semences transposait en luttes collectives un refus de voir leur vie ou leur futur colonisé, en faisant référence notamment aux traditions occidentales du rapport d'exploitation de la nature par l'humain [22].

Robert Bullard, ayant écrit sur le racisme environnemental vécu par les communautés afro-américaines et noires aux États-Unis, a quant à lui dénoncé dans les années 1980 la surreprésentation des risques environnementaux dans les zones où étaient « confinées » les communautés noires [5].

Horacio Machado Aráoz explique que l'extractivisme n'a pas seulement un impact sur la terre, mais également sur les corps et les relations quotidiennes des communautés touchées [16]. Cela a pour impact de transformer ces lieux en espaces privilégiés de guerre et de mort comme l'explique Achille Mbembe, parce que l'extraction des ressources oblige les gens à fuir et à vivre dans des conditions extrêmes de violence [18].

Recommandations

Reconnaître les limites de nos écosystèmes

L'idée que le développement – tel qu'il est envisagé et compris aujourd'hui – peut être durable se heurte à la réalité : 30 ans après le rapport Brundtland qui définit ce qu'est le développement durable, quatre des neuf « limites planétaires » identifiées par des chercheur-es du *Stockholm Resilience Centre* ont été dépassées [13]. Dès lors, il est nécessaire de reconnaître les limites de nos écosystèmes, mais également de nos méthodes de développement qui en plus de continuer à détruire l'environnement, favorisent l'accroissement des inégalités.

Reconnaître le lien d'interdépendance entre l'environnement et l'humain

La dimension sociale de la crise environnementale est souvent obliérée. L'environnement est ainsi pris comme une catégorie à part entière et déconnecté de son contexte social. Or, la crise de la COVID-19 montre le lien d'interdépendance qui caractérisent les relations entre les humains et la terre, notamment par l'impact catastrophique qu'elle a sur l'accès aux moyens de subsistances pour les communautés marginalisées. À l'instar des recherches des chercheur-es et activistes décoloniaux et post-coloniaux en écologie politique Ashish Kothari, Federico Demaria et Alberto Acosta, il est essentiel que les rapports relationnels entre l'humain et son environnement soient remis au cœur des réflexions [14].

Développer une perspective de la justice socio-écologique qui est centrée sur les victimes

Comme l'expliquent Lina Álvarez et Brendan Coolsaet [2], il est primordial de remettre en question l'universalité des cadres théoriques. Pour cela, il faut s'appuyer sur des perspectives fondées sur le lieu qui vont servir de bases pour confronter les différents modes de vie et voir comment chacun est affecté par le capitalisme. À cet égard, il est nécessaire de reconnaître que la destruction capitaliste de la nature fonctionne par des mécanismes hétérogènes qui sont généralement plus brutaux dans les endroits marqués par le colonialisme et construits comme la périphérie du système mondial.

Élargir l'espace public

Pour surmonter les injustices socio-écologiques et limiter ainsi l'accumulation des facteurs de vulnérabilité, les politiques doivent se centrer davantage sur les communautés et les populations locales. Il est donc nécessaire d'ouvrir les espaces de négociation à l'échelle locale et de développer des mécanismes de responsabilité qui partent du bas vers le haut.

Se responsabiliser face aux décisions qui atteignent les communautés historiquement marginalisées

En ce sens, le principe de responsabilités différenciées à l'échelle locale doit être central. C'est-à-dire, qu'il faut élaborer des stratégies qui sont hétérogènes et qui ciblent les individus, les communautés et les écosystèmes qui supportent le poids de l'exploitation environnementale. Cela doit être développé avec et par les victimes elles-mêmes [2].

1. Agarwal, Bina. (1992). The Gender and Environment Debate : Lessons from India. *Feminist Studies*, 18(1) : 119-158. / Spivak, Chakravorty Gayatri. (1988). Can the Subaltern Speak ? Dans Cary Nelson et Lawrence Grossberg (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*. (pp.271-313). Urbana : University of Illinois Press.
2. Álvarez, Lina et Brendan Coolsaet. (2018). Decolonizing Environmental Justice Studies. A Latin American Perspective. *Capitalism Nature Socialism*, 31(2) : 50-69.
3. Charner, Flora. (15 mai 2020). Deforestation in the Amazon is accelerating despite coronavirus. *CNN*. <https://www.cnn.com/2020/05/14/americas/coronavirus-amazon-brazil-destruction-intl/index.html>
4. Bapna, Manish, Helen Mountford et Janet Ranganathan. (2019). « The environment beyond neoliberalism : Delivering sustainable growth ». Dans Geoffroy Gertz et Homi Kharas, *Beyond neoliberalism: Insights from emerging markets*. Global Economy and Development : Brookings, pp. 61-73.
5. Bullard, Robert D. (2008). Differentia vulnerabilities: Environmental and economic inequality and government response to unnatural disasters. *Social Research*, 75(3) : 753-784.
6. Coulthard, Glen Sean. (2018). *Peu rouge, masques blancs. Contre la politique coloniale de la reconnaissance*. Montréal : Luz Éditeur.
7. Escobar, Arturo. (2006). Difference and conflict in the struggle over natural resources: a political ecology framework. *Development*, 49(3): 6-13.
8. Fouskas, Vassilis K. et Bulen Gokay. (5 mai 2020). COVID-19 and the bankruptcy of neoliberalism in the context of Global Shift. *Open Democracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/covid-19-and-bankruptcy-neoliberalism-context-global-shift/>
9. Gonzales, Jenny. (5 mai 2020). Brazil sacks official who curbed deforestation on Amazon indigenous lands. *Mongabay*. URL: <https://news.mongabay.com/2020/05/brazil-sacks-officials-who-curbed-deforestation-on-amazon-indigenous-lands/>
10. Gordon, Chris. (2020). The coronavirus and Africa's environment. *Eco Africa*. <https://www.dw.com/en/the-coronavirus-and-africas-environment/av-53607098>
11. Hanieh, Adam. (31 mars 2020). Covid-19, crise économique et Sud global. Pour une approche internationaliste. *Presse-toi à gauche*. <https://www.pressegauche.org/Covid-19-crise-economique-et-Sud-global-Pour-une-approche-internationaliste>
12. International Labour Organization. (29 avril 2020). ILO : As job losses escalate, nearly half of global workforce at risk of losing livelihoods. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_743036/lang-en/index.htm
13. Jackson, Tim et Robin Webster. (2006). Limits revisited : a review of the limits to growth debate. [document PDF]. Rapport de recherche. <https://limits2growth.org.uk/wp-content/uploads/Jackson-and-Webster-2016-Limits-Revisited.pdf>
14. Kothari, Ashish, Federico Demaria et Alberta Acosta. (2014). Buen Vivir, Degrowth and ecological swaraj : alternatives to sustainable development and green economy. *Development*, 57(3-4) : 362-375.
15. Loper, June. (6 mai 2020). Coastal Gaslink pipeline construction continues during pandemic – and so does resistance. *Ricochet*. <https://ricochet.media/en/3092/coastal-gaslink-pipeline-construction-continues-during-pandemic-and-so-does-resistance>
16. Machado Aráoz, Horacio. (2012). Los dolores de nuestra America y la condición neocolonial: extractivismo y biopolítica de la expropiación. *Revist Osal*, 32 : 51-66.
17. MapBiomas. (2019) Annual Deforestation Report of Brazil, [document PDF]. Rapport de recherche. <http://alerta.mapbiomas.org/relatorios>
18. Mbembe, Achille. (2003). Necropolitics. *Public-Culture*, 15(1) : 11-40.
19. Nag, Anirban. (5 mai 2020). 40 days of lockdown sees India's jobless rate jump to 27.1 % finds survey. *ThePrint*. <https://theprint.in/economy/40-days-of-lockdown-sees-indias-jobless-rate-jump-to-27-1-finds-survey/414819/>
20. Phillips, Dom. (28 mai 2020). Studies add to alarm over deforestation in Brazil under Bolsonaro, *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/environment/2020/may/28/studies-add-to-alarm-over-deforestation-in-brazil-under-bolsonaro-covid-19>
21. Seulement en 2017, 1, 2 millions de personnes sont décédées en raison de la pollution : India State-Level Disease Burden Initiative Air Pollution Collaborators. (2019). The impact of air pollution on deaths, disease burden, and life expectancy across the states of India : The Global Burden of Disease Study 2017. *The Lancet Planetary Health*, 3(1) : e26-e39.
22. Shiva, Vandana. (1993). *Monocultures of the Mind : Perspectives on Biodiversity and Biotechnology*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.
23. Snyder, Jesse. (30 mars 2020). Construction of Trans Mountain pipeline goes on, company says, as First Nations concerned over COVID-10 risks. *National Post*. <https://nationalpost.com/news/construction-on-trans-mountain-pipeline-goes-on-company-says-as-first-nations-concerned-over-covid-19-risks>
24. UNIST'OT'EN. *Guide pour les personnes en support aux Wet'suwet'en 2020*. <https://unistoten.camp/guide2020/>
25. Viens, Catherine et Devika Misra. (6 avril 2020). Covid-19 : l'Inde confinée court vers la crise politique. *The Conversation*. <https://theconversation.com/covid-19-linde-confinee-court-vers-la-crise-politique-13565226>.
26. Wright, Rebecca. (1er avril 2020). The world's largest coronavirus lockdown is having a dramatic impact on pollution in India. *CNN World*. <https://www.cnn.com/2020/03/31/asia/coronavirus-lockdown-impact-pollution-india-intl-hnk/index.html>